



# *France Euro Méditerranée*

## *F.E.M.*

Mesdames, Messieurs,  
Honorable assistance,

Je voudrais avant tout remercier l'Union Française des Femmes Musulmanes, France Euro Méditerranée et la Fédération des Femmes pour la Paix Mondiale, pour m'avoir invitée, et c'est avec joie que je réponds aujourd'hui à cette invitation afin de participer à l'édification de ce Pont de l'Amitié entre femmes algériennes et femmes françaises. J'émet, de même, le souhait que cette très judicieuse initiative aura de nombreux prolongements dans tous les domaines et que seront à l'avenir multipliés les échanges entre ce superbe pays qui est le mien, l'Algérie, et cette grande puissance dont la beauté des paysages lui vaut le titre mérité de « douce France ».

Mais, il y eut bien malheureusement entre ces deux pays des occasions manquées et les Algériens ont eu parfois l'impression, parfois car je ne veux pas dire souvent, d'être « les mal-aimés » et quand on se sent mal-aimé, on se complaît dans l'amertume, on se révolte et on se drape dans sa fierté, car l'Algérien est fier, on peut lui demander beaucoup de sacrifices à condition de ne pas piétiner sa dignité : mass'alat at-nif, dit une expression bien de chez nous.

Malheureusement, cette vérité, pourtant élémentaire, n'a pas toujours été comprise et si certains la saisirent assez tôt, d'autres bien plus nombreux demeurèrent sourds à cette évidence, ce qui fut à l'origine de bien des malentendus.

Mais, au fait, connaît-on bien l'Algérie, ce pays de 2.381.741 km<sup>2</sup>, le plus grand du Maghreb dont le seul département de Tamanrasset – où le père de Foucauld s'était établi – avec ses 556.000 km<sup>2</sup>, englobe la superficie de la France tout entière (543.965 km<sup>2</sup>). L'Algérie offre un relief très diversifié de la zone méditerranéenne à la zone saharienne. Quant à la baie d'Alger, elle a la réputation d'être l'une des plus belles au monde.

La présence humaine en Algérie remonte à plus de 500.000 ans. L'ethnologue français Henri Lhote, découvrit à partir de 1956 dans les grottes de Tassili des vestiges rupestres datant de Néolithique. Les divers sites et vestiges préhistoriques attestent que l'Algérie fut le berceau d'une civilisation berbère, pour devenir un carrefour de civilisations. L'évolution historique du pays ne commença réellement qu'avec l'arrivée des Phéniciens qui, dans les derniers siècles du II<sup>ème</sup> millénaire avant l'ère chrétienne, y fondèrent des comptoirs commerciaux repris par les Carthaginois qui commercèrent avec les chefs berbères ou numides qui dominaient l'intérieur du pays.

Au premier millénaire avant l'ère chrétienne, le pays fut occupé par les Maures, les Libyques et les Guaramantes qui s'organisèrent en tribus. Les populations se trouvèrent bientôt au coeur des affrontements hégémoniques entre Rome et Carthage. Rome déclara la guerre à Jugurtha, dernier chef de la Numidie, dont la capitale était Cirta (aujourd'hui Constantine). Il tint longtemps en échec les légions romaines puis fut livré aux Romains en 105 av. J.C et jeté en prison à Rome où il mourut de faim.

Juba II, fils du roi de Numidie Juba Ier, fut emmené tout jeune captif à Rome par Jules César qui avait vaincu son père. L'empereur Auguste lui fit épouser Cléopâtre Séléne, fille d'Antoine et de Cléopâtre, et lui donna un royaume composé des deux Maurétanie : Césarienne et Tingitane, et d'une partie de la Gétule. C'est le tombeau de cette reine Cléopâtre Séléne qui est improprement appelé le Tombeau de la Chrétienne à Tipaza.

Jusqu'au IIIème siècle de notre ère, l'Etat Algérien dépendit de la province proconsulaire d'Afrique. D'ailleurs, on peut aujourd'hui admirer les imposantes ruines de Timgad dans la wilaya de Batna, site archéologique classé au patrimoine mondial de l'UNESCO ; l'empereur Trajan qui avait lancé l'empire romain dans une politique de conquêtes, fit de Timgad une ville fortifiée sur une voie romaine qui reliait Lambèse (aujourd'hui Tazoult) et Théveste ; de même, on peut admirer aussi les ruines de Cuicul (Djamila) à 5 kms de Sétif, l'ancienne Sitifis, capitale de la Maurétanie Sitifiennne, surnommée « le grenier de Rome » dans la domination romaine. Toutes les villes témoignaient de la densité de peuplement et de la prospérité du pays.

La pax romana ne put cependant mettre un terme aux multiples insurrections nationales qui se succédèrent pendant plusieurs siècles.

La région s'ouvrit alors au christianisme par opposition au pouvoir romain. Mais quand le christianisme fut proclamé religion officiel de l'empire romain, il devint suspect pour la population dont une partie choisit la forme la plus schismatique : le donatisme qui empruntait son nom à Donat, l'évêque de Casae Nigrae en Numidie, lequel s'appuyait sur la population rurale berbère, notamment les circoncelliens qui étaient des ouvriers agricoles berbères au IVe s en Numidie, formèrent des bandes révoltées qui, après la répression de 346-348 s, se rapprochèrent des Donatistes.

Le donatisme fut combattu par Saint Augustin, cet évêque africain qui était né à Thagaste (aujourd'hui Souk-Ahras) et qui mourut à Hippone (Annaba) en 430 ; il était devenu une des principales personnalités de l'occident chrétien et un écrivain latin de premier plan. Les tribus berbères montagnardes non latinisées, continuèrent leur résistance au IVe et Ve s.

L'insécurité grandit, les cités s'appauvrirent, la fragile domination des Vandales de 429 à 533 fut menacée par les Berbères qui purent reconstituer des principautés indépendantes ; les Vandales ne purent opposer qu'une faible résistance à la reconquête byzantine menée en 533-534 sous Justinien par le général Bélisaire qui reconquit l'Afrique du Nord.

La conquête arabo-musulmane allait façonner durablement l'identité nationale et culturelle de l'Algérie. Quittant l'Égypte en 647, les armées musulmanes avancèrent vers l'Ouest et la conquête de l'ensemble du Maghreb fut achevée en 711. Le général arabe Musa Ibn Nusayr avait profité de l'inorganisation de la résistance berbère contre l'occupation arabe pour envahir le Maghreb ; en 711, il ordonna à son lieutenant qui commandait les troupes berbères musulmanes, le chef berbère Tariq Ibn Ziyad, de débarquer en Espagne ; d'ailleurs, Gibraltar, l'ancienne « Calpée », vient éthymologiquement de l'arabe Djabal al Tariq « Montagne de Tariq ».

En 742, une partie de la Berbérie musulmane se révolta contre le pouvoir central sunnite en optant pour le Kharidjisme, courant islamique minoritaire et dissident contestant à la fois le sunnisme et le chiisme. Selon leur doctrine, quiconque, même un esclave noir, pouvait prétendre à être élu calife, s'il possédait les qualités religieuses et morales nécessaires, de même qu'il pouvait être facilement destitué s'il en manquait. Les Kharidjites étaient réputés pour leur puritanisme et leur fanatisme. La musique, le tabac, le luxe et le feu étaient prohibés et ils recommandaient une interprétation littérale du Coran. Des petits royaumes berbères et kharidjites furent fondés dans l'actuel ouest algérien. Le plus important fut celui de Tahert, véritable foyer du kharidjisme qui avait été fondé par Ibn Rustum, le gouverneur perse de Kairouan. Les Rostémides furent renversés par la dynastie arabe et chiite des fatimides au Xe s. Les kharidjites survivent de nos jours et sont connus sous le nom de d'Ibadites en Afrique du Nord, notamment à Djerba, Ouargla et M'zab.

Avec la confédération des tribus berbères de l'Est algérien, la dynastie arabe et chiite des Fatimides avait non seulement détrôné les Rostémides détruisant Tahert en 909, mais ils détrônèrent également les Aghlabides ; la dynastie arabe qui régnait sur l'Ifriquiya (actuelle Tunisie et l'Est algérien) sous la souveraineté des califes abbassides de 800 à 900. Ces victoires permirent au fondateur de la dynastie fatimide Ubayd Allah d'entrer en triomphateur à Kairouan avec l'aide des Berbères qutama et de se proclamer imam et calife ; les Fatimides déclaraient appartenir à la descendance du Prophète par sa fille Fatima. Ubayd Allah voulut imposer le chiisme par des méthodes violentes.

Les successeurs imposèrent leur autorité sur la Tunisie, l'Algérie, une partie du Maroc et sur la Sicile avant de se livrer à la conquête de l'Égypte où ils restèrent au pouvoir jusqu'en 1171 et furent détrônés par le kurde Salah ad-din al Ayyubi Saladin qui restaura en Égypte la légitimité abbasside et le rite sunnite.

En Algérie, les Hammadides ou Banu Hammad, dynastie berbère de la famille des Sanhàja, voulurent se déclarer indépendants du pouvoir fatimide et restaurèrent l'orthodoxie sunnite. On peut aujourd'hui encore admirer les vestiges de leur capitale, la Kal'a des Banu Hammad édiflée en 1007 dans les monts de Hodna.

Pour se venger d'eux, les Fatimides envoyèrent contre l'Ifriquiya (Tunisie et Est algérien actuel) les tribus arabes des Banu Hilal qui étaient à l'origine établis au sud de l'Arabie puis en Egypte. Ils furent suivis par des Banu Sulaym et des Banu Maqtil qui ravagèrent le territoire algérien. Cependant, l'action fut déterminante pour l'arabisation de la région. En effet, dès le XIe siècle, l'arabe devint la langue majoritaire dans les plaines et les steppes.

Dans la seconde moitié du XIe siècle, Ibn Tachfine, le premier souverain des Almoravides (al-murabitun) dynastie berbère des Sanhajas (Sahara occidental), fonda Marrakech en 1062 ; conquiert le Maroc et le Maghreb central jusqu'à Alger, voulant restaurer l'orthodoxie sous la forme du rite malikite. Bientôt, les souverains de cette dynastie englobèrent les émirats arabes d'Espagne dans les territoires conquis en Afrique du Nord, mais la révolte des Almohades al-Muwahidun et leur victoire finale allait mettre fin au règne des Almoravides en 1147. Le fondateur du pouvoir Almohad Ibn Tumart critiquait l'étroite observance du rite malékite par les Almoravides ; lui-même, s'inspirant des chiites, s'était proclamé mahdi et imam, prêchant la guerre sainte contre les Almoravides. Durant le règne des Almohades ou Muwahidun, tout le Maghreb fut soumis à un pouvoir unique à partir du milieu du XIIe s. Leur pouvoir commença à décliner après la défaite contre les chrétiens espagnols à Los Navas de Tolosa en 1212.

La reconquête chrétienne de l'Andalousie après la chute du royaume arabe de Grenade en 1492 permit à l'Espagne d'occuper de nombreux sites et ports sur la côte algérienne : après Mers El Kébir, Oran fut prise en 1509 par le prélat franciscain, Grand inquisiteur de Castille, Jimenes de Cisneros, qui, par le passé, avait agi durement contre les maures musulmans et les juifs les contraignant à la conversion ou à l'exil. Les Espagnols s'installèrent à Oran en 1509 et y construisirent des fortifications, dont le fameux fort de Santa Cruz que l'on peut toujours visiter. A l'exception des années 1708 et 1732, les Espagnols conservèrent cette ville jusqu'en 1790, soit plus de deux siècles, date à laquelle Oran fut détruite par un violent séisme. La dynastie des Abdelwadides, qui régnait à Tlemcen et qui avait formé un royaume berbère depuis 1248, accepta le protectorat espagnol et passa donc dans la souveraineté du gouverneur espagnol d'Oran.

En 1509, les Espagnols occupèrent aussi Bougie où ils resteront une cinquantaine d'années puis, en 1510, ils s'emparèrent de l'îlot de Penon en face d'Alger dont l'importance s'était accrue avec l'arrivée des Maures chassés d'Espagne depuis 1492. La population musulmane demanda alors aux corsaires turcs d'intervenir. Le sultan ottoman Sélim Ier, père de Soliman le Magnifique, envoya en 1518 de puissants renforts dirigés par les deux frères Barberousse : Arudj et Khayr Al Din, turcs d'origine sicilienne qui étaient nés sur l'île de Mytilène (Lesbos). Appelés à Alger pour en chasser les Espagnols, ils s'y installèrent au nom du Sultan Ottoman, devenant les fondateurs de la Régence d'Alger qui dépendait de l'Empire Ottoman.

Au XVIIIe s, les corsaires turcs et algériens firent d'Alger une cité prospère et si l'Algérie connut au début de la période ottomane une grande prospérité économique grâce, entre autres, aux prises réalisées par des navires corsaires, les revenus ne tardèrent pas à tarir sous les effets des changements des routes de commerce maritime international.

A la fin du XVIIIe s et au début du XIXe siècle, ce marasme encouragea la contestation de l'oligarchie ottomane et les révoltes locales se multiplièrent. L'Algérie ottomane était théoriquement gouvernée par un Dey nommé par les officiers de la milice (Odjaq). Le pays fut divisé en trois provinces dirigées par des beys, tandis que le pouvoir local était assuré par des caïds. A l'instar de ce qui se passait dans la majorité des provinces de l'Empire ottoman où la décentralisation était poussée à l'extrême, beys et caïds décidèrent d'une telle autonomie, que l'Algérie ottomane ne fut jamais vraiment unifiée sous le contrôle d'un gouvernement central fort. Vers 1830, le Dey n'exerçait une autorité effective que sur une petite partie du pays.

Je ne m'étendrais pas sur la résistance algérienne après la conquête française. Je me contenterais de m'appuyer sur quelques chiffres. Le recensement de 1872 donnait les chiffres de 2.125.000 indigènes israélites et de 245.000 européens, dont 35.000 naturalisés par le Décret Crémieux du 21 octobre 1870. En 1954, année du déclenchement de la guerre de libération, l'Algérie comptait 9.530.000 habitants, dont 8.450.000 musulmans. Le groupe européen était passé de quelques 35.000 âmes en 1840 à près de un million en 1936 (pour moitié d'ascendance française, 30% d'origine espagnole auxquels s'ajoutaient les italiens et les maltais) qui se voyaient bénéficier de droits que les algériens – les indigènes – comme on disait alors, qui habitaient cette terre algérienne depuis des centaines de milliers d'années, ne possédaient pas. Toutes les statistiques du Gouvernement général prouvent que ces Algériens étaient vraiment des mal-aimés.

Le recensement effectué en 1954 révélait en effet que 91% des Algériens âgés de plus de 6 ans étaient illettrés, 6% ne sachant lire que le français et 3% ne sachant lire que l'arabe. On dénombrait dans l'enseignement supérieur 557 étudiants algériens pour 4.589 étudiants européens et on recensait 1.300 cadres supérieurs algériens pour 15.000 cadres supérieurs européens. Le nombre d'industriels algériens approchait les 1.500, tandis que celui des industriels européens se situait autour de 5.400. Le rapport Maspétiol publié en 1955 à l'initiative du Gouvernement français mettait en relief la flagrante inégalité de revenus entre Européens et Algériens. Il apparaissait en effet que si le revenu annuel moyen des Européens était alors de 360.000 anciens francs par tête, celui de 6 millions d'Algériens était inférieur à 20.000 anciens francs.

Selon le recensement de 1950-1951, 2.200.000 hectares des terres les plus fertiles appartenaient à 21.650 colons (soit plus de 100 hectares par cultivateur), tandis que 4.600.000 hectares appartenaient à 6.300.000 musulmans (soit en dessous d'un hectare par personne).

Un rapport émanant des services du Gouvernement général (documents algériens du 17 mai 1954) constatait que : « La répartition actuelle des terres a abouti à la création d'un immense prolétariat agricole dont les conditions de vie sont difficiles et précaires ».

Le président de la région économique d'Alger, le riche armateur Laurent Schiaffino reconnaissait lui-même en 1957 que les Européens, qui représentaient 10% de la population, contrôlaient plus de 90% de toutes les activités industrielles et commerciales de l'Algérie.

Et pour qui douterait encore de l'état dans lequel se trouvait la population algérienne à la veille du 1<sup>er</sup> novembre 1954, le rapport général du plan de Constantine annoncé par le Général de Gaulle en 1958 apporte une réponse en ces termes :

*« Faire rattraper le retard de plusieurs siècles aux hommes qui vivent dans l'Algérie sous-développée, faire finalement progresser l'ensemble de l'Algérie au rythme du monde ».*

Le grand penseur Ibn Khaldun qui vécut au XVe s et qui, après bien des expériences malheureuses, s'établit en Algérie près de Tiaret, écrivit dans Al-Muqaddima :

*« L'histoire n'est en apparence que le récit des événements politiques des Etats et des circonstances du lointain passé... Vue de l'intérieur, l'histoire a un autre sens. Elle consiste à méditer, à s'efforcer d'accéder à la vérité, à expliquer avec finesse les causes et les origines des fait !!*

Dans les années qui ont suivi l'indépendance, les relations avec la France sont demeurées un élément majeur de la politique étrangère de l'Algérie décidée par le Président Boumedienne. Ne déclarait-il pas, en effet, le 19 juin 1968 devant les cadres de la nation :

*« La plupart des observateurs ne croyait pas qu'une coopération puisse s'instaurer entre les peuples algérien et français après l'indépendance. Néanmoins, l'Algérie a choisi la voie du pardon et de la tolérance, taisant les ressentiments, séchant les larmes pour tendre une main vers la coopération... Malgré tout ce qui a pu se passer, son gouvernement et son peuple ont montré au monde et au gouvernement français que leur combat avait été mené pour de grands idéaux qui dépassent toutes autres contingences. Telle a été notre voie et nous continuerons à la suivre. Nul n'ignore, poursuivait-il, que la France a des intérêts en Algérie tout comme l'Algérie a des intérêts en France. Peut-être, cependant, faut-il compter parmi les intérêts majeurs de la France, qu'il est difficile de chiffrer ici, le fait unique dans l'histoire que notre pays a dépassé ses rancunes ».*

Malheureusement, à certaines époques, le pouvoir français a multiplié les occasions manquées, pratiquant parfois une politique à courte vue au grand dam du partenaire algérien. Et pourtant, en 1975, la France était le premier partenaire et le premier fournisseur de l'Algérie, une Algérie dont la croissance du PIB atteignait les 8%, une Algérie soucieuse de combattre le sous-développement, de multiplier les écoles et les universités, ce qui lui vaudra, en 1976, des médailles d'or de la part de l'Unesco pour la part de budget remarquable qu'elle consacrait à l'enseignement. Les propos du président Boumedienne, que je citais précédemment, il les rappellera lors de la première visite d'un président de la République Française dans l'Algérie indépendante, le 10 avril 1975. Ces propos, prononcés il y a 37 ans et adressés à Valéry Giscard d'Estaing, me semblent encore aujourd'hui étrangement d'actualité :

*« Monsieur le Président, il n'y a plus de contentieux majeur entre nous et nous pouvons désormais élargir et éclairer notre vision d'un regard neuf... Nous trouvons, en effet, dans la vocation de nos pays, dans leur génie spécifique, dans les valeurs suprêmes qui les inspirent, la même préoccupation et la même ambition... La coopération entre nos deux pays trouve son point d'appui et de rencontre original et sensible dans la densité des échanges humains... Il est pour nous d'une évidence sereine que les cultures ne sauraient être antagonistes ou compétitives. Etant la noblesse des hommes, elles ne peuvent toutes que concourir à l'enrichissement du patrimoine universel. La coopération entre l'Algérie et la France se trouve bien aux confluents des grands problèmes de l'actualité. Sa réussite contribuera sans conteste aux résultats attendus du dialogue arabo-méditerranéen ; élargira les perspectives entre le monde arabo-africain et l'Europe et sera un jalon important dans le dialogue décisif du Nord et du Sud. Nos deux pays, chacun dans des dimensions géo politiques et selon ses résonances intimes, ne manqueront pas d'être attentifs à l'élaboration d'une coopération prometteuse entre le monde arabe, conscient de ses potentialités,*

*Au-delà de la complémentarité des intérêts économiques que renforce l'appartenance à une même région, le dialogue espéré entre pays riverains pourra être l'occasion de se concerter sur les dangers que fait peser la présence des forces étrangères à la Méditerranée et qui contrarient sa vocation traditionnelle de trait d'union... Nos préoccupations et nos responsabilités se mesurent aujourd'hui à l'échelle planétaire car, en cette fin du 20<sup>ème</sup> siècle, la civilisation des hommes et l'avenir de l'humanité nous ramènent inmanquablement aux inquiétudes suprêmes et aux suprêmes espérances ».*

Ces propos sont plus que jamais d'actualité dans le monde arabo-africain où nous évoluons aujourd'hui et où nous sommes menacés par un fanatisme aveugle. Je parle en connaissance de cause puisque dans les années de sang que connut l'Algérie au début des années 1990, le Front islamique du salut prétendait imposer aux Algériens le régime de la hisba qui ne vit son apparition qu'à l'époque ahbasside et qui était ignoré au début de l'islam. Le régime de la hisba menaçant ainsi leurs libertés individuelles des Algériens, ce que semblent parfaitement méconnaître certains qui se prétendent être de grands penseurs occidentaux.

Je voudrais simplement rappeler que la religion instrumentée comme politique a semé bien des drames dans l'humanité ; n'oublions pas l'inquisition chez les catholiques, n'oublions pas les massacres des protestants, n'oublions pas la shoa. Permettez-moi de citer encore une dernière fois le président Boumedienne qui obtint la médaille de la paix en 1976 de la part des Nations Unies :

*« Nous ne voulons pas, a-t-il déclaré, que l'Algérie soit taxée une nouvelle fois de fanatisme politique et accusée de vouloir la guerre pour la guerre... S'il est un peuple qui tient la guerre en horreur, c'est bien le peuple algérien... Car lequel d'entre nous n'a pas connu les affres de la guerre et son cortège de souffrances et de deuils ? Pourquoi se lancer alors dans la surenchère et le fanatisme ? ».*

C'est donc aux femmes et aux hommes de bonne volonté de défendre les idéaux des lumières, de tolérance et de fraternité.

Votre initiative de ce Pont de l'Amitié entre femmes françaises et algériennes et ma présence parmi vous en constituent un signe positif ; espérons qu'il sera suivi de beaucoup d'autres s'étendant aux femmes, aux savants, aux artistes. Que de travail en perspective pour les femmes et les hommes de bonne volonté.

Je vous remercie de votre attention.